

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (1976)

Heft: 361

Artikel: Votation sur le Crédit Suisse à l'Association internationale de développement (IDA) : politique du développement et stratégie du développement

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023686>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

**VOTATION SUR LE CRÉDIT SUISSE
A L'ASSOCIATION INTERNATIONALE
DE DÉVELOPPEMENT (IDA)**

**Politique du développement
et stratégie
du développement**

La votation du 13 juin pose le problème de la politique suisse de développement. Parmi les tâches de la Confédération, dans son catalogue de priorités, quelle importance accorder à la participation aux efforts internationaux de développement du tiers monde? Combien de moyens voulons-nous y consacrer? A cet aspect purement quantitatif, il convient d'ajouter l'interrogation suivante: par quels canaux, dans quels secteurs, pour quels objectifs engager ces ressources?

La décision d'accorder ou non un crédit de 200 millions de francs à l'IDA se situe à ce

niveau. La réponse sera analysée en ces termes seulement. Il ne faut pas s'y tromper; dans le rapport des forces actuel, l'interprétation d'un vote négatif ne pourra être que restrictive sur le plan quantitatif et confuse sur le plan qualitatif.

Il est certain qu'on ne peut réfléchir à la politique suisse au développement sans tenter d'analyser les besoins du tiers monde, les obstacles intérieurs ou extérieurs sur lesquels se brisent ses efforts de développement, les tendances actuelles de la coopération au développement. Il serait ridicule de vouloir apprécier l'importance d'une participation suisse sans réfléchir à l'adéquation entre les actions entreprises et les problèmes à résoudre. Mais le vote du 13 juin restera sans effet à ce niveau: l'ambiguïté du résultat et la tradition de faible participation de la Suisse à l'effort international feront qu'un tel vote n'aura valeur ni d'exemple ni de leçon.

Une institution perfectible

Face à l'organisme humain, la médecine a appris à raisonner en termes de bilans, appris qu'un médicament sans effet secondaire est généralement sans effet du tout, qu'un médicament efficace entraîne des perturbations qu'il faut tenter de corriger à leur tour, ou en vertu desquelles il vaut mieux renoncer à intervenir.

Cela se laisse généraliser à toute intervention visant à modifier un système complexe. En est-il de plus complexes que l'équilibre du monde?

Les stratégies de développement s'apprécient à trois niveaux, interdépendants:

- les relations nord-sud, dont les principaux acteurs sont les Etats, les groupes régionaux, les organisations internationales;
- la réalité nationale;
- la vie des masses populaires, leur réalité quotidienne de la misère et du mépris.

Le bilan des activités de l'Association internationale du développement (IDA) peut se solder différemment selon le niveau où on l'établit.

**De la suprématie américaine
à l'unité du tiers monde**

L'équilibre mondial, tel qu'il est né des ruines de la guerre, a été marqué d'abord par la suprématie américaine, partagée par la suite avec d'autres pays industrialisés. L'affirmation croissante du tiers monde, à travers les majorités onusiennes et les négociations sur le prix du pétrole, est fonction de l'unité du front constitué par les pays en développement dans les forums internationaux. C'est cette unité qui a permis d'imposer aux pays riches la négociation de certaines revendications des pays pauvres: impôt sur le développement (le fameux 0,7% du produit national brut qui devrait être consacré à l'aide publique au développe-

ment), partage de la science et de la technologie, renégociation des « traités inégaux » (droit de la mer, droit sur les ressources naturelles, etc.), recherche de nouvelles règles pour le jeu économique et financier.

L'IDA joue un rôle incontestable dans le transfert de capitaux et de connaissances, revendiqué par le tiers monde. Plus de 25 milliards de francs suisses ont été mis à la disposition des pays les plus pauvres. Contrairement à la Banque mondiale, qui mobilise des capitaux sur les marchés financiers et les repute aux mêmes conditions (qui impose de ce fait aux pays débiteurs le lourd service d'une dette qui vient s'ajouter à toutes celles qui grèvent déjà leur capacité d'importation) l'IDA est alimentée par des dons ou des prêts publics sans intérêt; elle ne travaille qu'avec les pays les plus pauvres, et répond à des besoins financiers évidents.

Accumulations

La couverture des besoins fondamentaux, la sécurité à plus long terme, le développement en un mot, ne peuvent être réalisés que si des surplus sont dégagés et transformés en possibilités accrues de production. L'accumulation, ce sont des stocks contre la famine, de l'épargne à investir, des machines ou des animaux libérant des hommes de leur dur labeur, des digues et des canaux, des terrasses et des routes. Sans une utilisation massive de ressources accumulées, sans techniques nouvelles, sans mobilisation du travail et de l'imagination de hommes, il est impossible de satisfaire les immenses besoins des populations du tiers monde.

La nécessité d'ajouter à l'épargne nationale des ressources financières extérieures ne présente pas partout la même acuité. L'exemple de la Chine prouve que, sous certaines conditions rarement réunies, il n'est pas impossible de réaliser un développement largement autarcique. D'un autre côté, certains des pays exportateurs de pétrole bénéficient de revenus qu'ils peuvent investir de